

Afrique du Sud

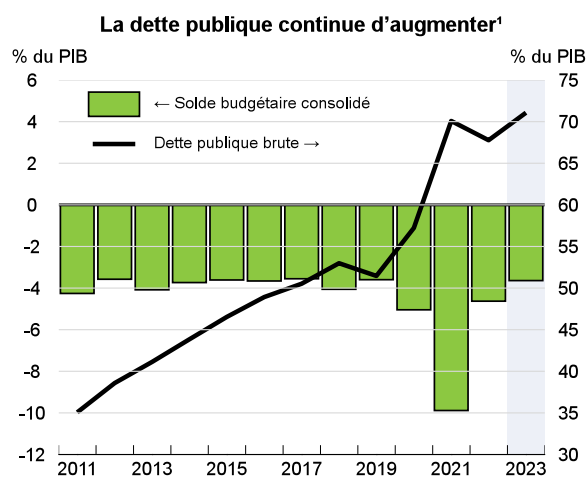
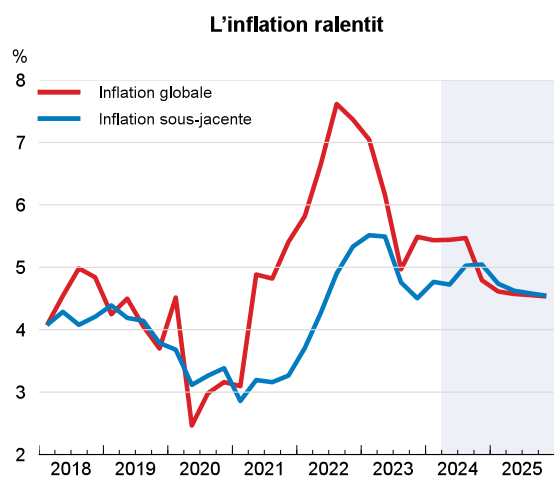
Le PIB réel progressera de 1 % en 2024 et 1.4 % en 2025. Les contraintes affectant l'offre diminueront en raison de la diminution des coupures de courant et des difficultés affectant le transport ferroviaire et les ports. L'abaissement des taux de crédit favorisera une légère reprise de l'investissement. Le fléchissement des prix de l'énergie et des denrées alimentaires accélérera la décrue de l'inflation. L'augmentation du pouvoir d'achat, des salaires réels et de l'emploi permettra un redémarrage progressif de la consommation. Les élections législatives prévues pour la fin mai s'accompagnent d'une augmentation des incertitudes.

Pour autant que la hausse des prix à la consommation continue de ralentir, la politique monétaire pourra être assouplie progressivement en 2024 et 2025, ce qui serait bénéfique à la croissance. L'assainissement prévu des finances publiques est judicieux, mais pas assez ambitieux pour empêcher la dette publique de continuer à augmenter. Pour rehausser la croissance potentielle et améliorer la viabilité budgétaire, il serait utile de recourir davantage à des partenariats public-privé pour les investissements dans les infrastructures et de poursuivre la réforme des entreprises publiques, notamment en ce qui concerne l'offre d'énergie et les perturbations logistiques.

L'activité économique reste faible


La croissance économique s'est repliée à 0.6 % en 2023. Les coupures de courant ainsi que les goulets d'étranglement dans le transport ferroviaire de marchandises et les activités portuaires ont freiné l'activité intérieure et les exportations, malgré une certaine amélioration ces derniers mois. Les prix à l'exportation ont continué de reculer en 2023. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier témoigne d'une contraction ces derniers mois. L'investissement reste faible et la confiance en deçà de sa moyenne historique. La consommation des ménages a stagné au cours du second semestre de 2023. L'emploi a progressé de plus de 6 % en 2023, mais le taux de chômage reste élevé. L'inflation globale mesurée par la hausse des prix à la consommation avait atteint 5.3 % en rythme annuel en mars. L'inflation sous-jacente, à 4.9 % en février, recule plus lentement.

Afrique du Sud



1. Les données se rapportent aux exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115 ; et Trésor national d'Afrique du Sud.

StatLink  <https://stat.link/3vn0rs>

Afrique du Sud : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Afrique du Sud						
PIB aux prix du marché	5 568.0	4.7	1.9	0.6	1.0	1.4
Consommation privée	3 481.1	5.8	2.5	0.7	0.8	1.3
Consommation publique	1 145.6	0.5	1.0	2.1	-0.6	-0.2
Formation brute de capital fixe	768.8	0.6	4.8	4.2	1.4	4.2
Demande intérieure finale	5 395.5	4.0	2.5	1.5	0.6	1.4
Variation des stocks ¹	- 70.8	0.7	1.2	-0.7	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	5 324.8	4.8	3.9	0.8	0.4	1.4
Exportations de biens et services	1 532.7	9.1	7.4	3.5	3.3	3.6
Importations de biens et services	1 289.5	9.6	14.9	4.1	1.2	3.4
Exportations nettes ¹	243.2	-0.1	-2.0	-0.2	0.6	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.5	4.8	4.5	3.4	4.5
Indice des prix à la consommation	—	4.6	6.9	5.9	5.3	4.6
IPC sous-jacent ²	—	3.1	4.6	5.1	4.9	4.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-6.4	-4.8	-7.2	-5.2	-6.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.7	-0.5	-1.6	-2.3	-2.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink  <https://stat.link/t7grv1>

Le déficit des paiements courants s'est creusé, atteignant 1.3 % du PIB en 2023 dans un contexte de dégradation des termes de l'échange, de faiblesse de la monnaie nationale et d'exportations pénalisées par les coupures d'électricité et les goulets d'étranglement dans le transport de marchandises. Les coupures d'électricité, qui ont culminé à 287 jours en 2023 en raison de l'insuffisance de l'entretien et du développement de nouvelles capacités, pénalisent la monnaie et l'activité intérieure. Le niveau élevé de l'endettement et la faiblesse de la croissance font augmenter la prime de risque attendue par les investisseurs étrangers, ce qui alourdit encore les coûts du service de la dette publique.

La dette reste élevée, et des risques importants menacent l'assainissement budgétaire

Le déficit budgétaire devrait s'atténuer encore en 2024, grâce à l'assainissement des dépenses et le coup de pouce aux recettes induit par le gel des seuils de l'imposition sur le revenu et le relèvement des droits d'accise. L'assainissement des finances publiques devrait aboutir à une réduction des primes de risque sur les emprunts souverains, qui sont élevées. Toutefois, il ne suffira pas à empêcher de nouvelles hausses de la dette publique, malgré une avance de la banque centrale au Trésor (par l'intermédiaire du compte spécial de réserve d'or et de change) estimée à environ 1.7 % du PIB au cours des deux prochains exercices budgétaires. L'assainissement est limité par l'allègement en cours de la dette d'Eskom, l'opérateur public d'électricité, qui devrait représenter quelque 2.3 % du PIB selon les estimations au cours des deux prochains exercices budgétaires, et d'autres avances risquent de compromettre les efforts de réduction de la dette. L'inflation approchant le point médian de la fourchette retenue comme objectif, la banque centrale devrait amorcer un assouplissement du taux directeur qui pourrait revenir de 8.25 % au second semestre de 2024 à environ 7 % en 2025.

L'atténuation des coupures d'électricité permet une reprise modeste

À mesure que les coupures d'électricité et les goulets d'étranglement dans les transports ferroviaires de marchandises et les activités portuaires s'atténueront, la croissance augmentera progressivement pour atteindre 1 % en 2024 et 1.4 % en 2025. L'assouplissement de la politique monétaire favorisera l'investissement. La consommation des ménages augmentera progressivement, sur fond de décline de l'inflation, de hausse des revenus réels et de croissance de l'emploi. La réforme du système de retraite qui devrait entrer en vigueur à la fin de 2024 permettra à un plus grand nombre de personnes d'accéder à une partie de leurs cotisations de retraite et soutiendra la consommation des ménages. Les exportations vont augmenter progressivement, à mesure de la réduction des goulets d'étranglement dans les transports. Néanmoins, le déficit des paiements courants continuera de se creuser en raison de la faiblesse des prix à l'exportation des matières premières. L'inflation devrait ralentir, revenant de 5.9 % en 2023 à 4.6 % en 2025, sous l'effet de la poursuite du recul des prix des produits alimentaires et de l'énergie et de la baisse des coûts d'exploitation obtenue grâce à la diminution des coupures de courant et des goulets d'étranglement logistiques. Le report des réformes des entreprises publiques, en particulier celles qui visent à atténuer les principales tensions sur l'approvisionnement, peut nuire à la reprise. Les incertitudes entourant la politique économique pourraient diminuer une fois passées les élections nationales prévues fin mai, ce qui favorisera l'activité.

Accélérer l'assainissement budgétaire stimulerait la confiance des investisseurs

Le niveau élevé de la dette publique limite la marge de manœuvre budgétaire qui permettrait de prendre des mesures propices à la croissance, d'engager des dépenses sociales et d'adopter des politiques d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets, et accroît parallèlement les risques financiers. Le maintien d'une stratégie d'assainissement des finances publiques contribuerait à remettre la dette sur une trajectoire viable, notamment parce qu'elle permettrait de renforcer l'efficacité des services publics, de réduire la masse salariale de la fonction publique, de réformer les entreprises publiques et de mobiliser davantage de recettes publiques. Améliorer les résultats des entreprises publiques et mettre en place un cadre de gouvernance efficace permettant de garantir la transparence et la responsabilité réduiraient les risques que font peser les entreprises publiques sur la viabilité de la dette, en accroîtraient l'efficacité et seraient propices à la concurrence. Poursuivre les réformes visant à augmenter l'offre d'électricité permettrait de réduire la fréquence des coupures tout en favorisant la production d'énergies renouvelables et le renforcement de la sécurité énergétique. Alléger la réglementation réduirait le coût d'exercice des activités économiques et favoriserait l'entrée et la croissance des PME.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1
An unfolding recovery

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/768fa612-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.